

1361

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Jeudi, 28 novembre 1918.

N^o 76.

Donnerstag, 28. November 1918.

Erratum. — Le texte français de l'alinéa premier de l'art. 4 de la loi du 20 novembre 1918, publiée au *Mémorial* du 24 novembre 1918, p. 1347, a subi une altération par l'omission d'une partie de phrase. Suit le texte complet :

« Art. 4. — L'indemnité de renchérissement des employés et ouvriers communaux est à charge des communes, l'indemnité des employés des hospices et des bureaux de bienfaisance est à charge de ces établissements et celle des pensionnaires est à charge de la caisse de prévoyance des employés communaux, pour autant que les bénéficiaires relèvent de cette caisse. L'indemnité des pensionnaires de la ville de Luxembourg est due par la caisse communale. »

Arrêté du 26 novembre 1918, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Attendu que la fièvre aphteuse a pris dans le pays une extension inquiétante et qu'il y a urgence de décréter des mesures générales pour en enrayer la propagation, tout en conciliant ces mesures avec les intérêts économiques du pays;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu les art. 70 à 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. Jusqu'à disposition ultérieure, toutes les localités du pays sont comprises dans une zone d'observation générale, régie par les dispositions des art. 74, 75, 76 et 77 de l'arrêté

Beschluß vom 26. November 1918, die Viehseuchenpolizei betreffend.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Zu Anbetracht, daß die Maul- und Klauenseuche im Lande eine derart bedenkliche Ausdehnung gewonnen hat, daß die Anordnung von allgemeinen, mit den wirtschaftlichen Interessen des Landes zu vereinbarenden Maßnahmen dringend geboten ist, um die weitere Verschleppung der Seuche zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehseuchenpolizei;

Nach Einsicht der Art. 70 bis 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Bis auf weitere Anordnung bilden sämtliche Ortschaften des Landes ein allgemeines Beobachtungsgebiet, das den Bestimmungen der Art. 74, 75, 76 und 77 des Ministerialbe-

ministériel du 14 juillet 1913, sauf les modifications et restrictions suivantes:

Ad art. 75. — L'exportation et le transport, en dehors de la zone d'observation, du bétail de boucherie destiné à être abattu immédiatement sont autorisés à pied et sans visite préalable du vétérinaire du Gouvernement du ressort, contrairement aux dispositions de l'art. 75 prévue.

Toutefois, le transport devra être accompagné d'un certificat du bourgmestre, constatant que l'exploitation en cause est encore indemne de fièvre aphteuse et indiquant le signalement des animaux, le nom de l'acquéreur et le lieu de destination. Après l'abatage, ce certificat devra être retourné au bourgmestre qui l'a délivré.

En cas de doute sur l'état sanitaire de l'exploitation venant en ligne de compte, le bourgmestre devra provoquer, aux frais de l'État, la visite des animaux par le vétérinaire du Gouvernement du ressort.

L'exportation, de la zone d'observation, de tout bétail à pieds fourchus de rente, de travail et d'élevage restera strictement interdite.

La circulation des attelages bovins n'est permise qu'à l'intérieur de la localité et sur le territoire de la section correspondante; elle ne pourra être autorisée qu'exceptionnellement en dehors du rayon de la section pour des motifs d'ordre économiques urgents par le bourgmestre de la commune afférente. A ces fins ce dernier délivrera au conducteur un laissez-passer indiquant le signalement des bêtes attelées, de même que le lieu de destination et le but du transport à effectuer. Ce certificat n'est valable que pour une durée de 24 heures et devra être renouvelé pour chaque nouveau transport. Le transport effectué, le certificat devra être retourné au bourgmestre; il est à présenter à toutes les réquisitions des autorités compétentes.

schlusses vom 14. Juli 1913 unterliegt, vorbehaltlich nachstehender Abänderungen und Einschränkungen:

Zu Art. 75. — Entgegen den Bestimmungen des Art. 75 ist die Ausfuhr sowie der Transport von Schlachtvieh aus dem Beobachtungsgebiete zum Zwecke der sofortigen Schlachtung zu Fuß und ohne vorgängige Untersuchung des zuständigen Staatstierarztes gestattet.

Jedoch darf der Transport nur auf Grund eines besonderen Geleitscheines des Bürgermeisters erfolgen, bescheinigend, daß das betreffende Gehöft noch fenchensfrei ist, und unter Angabe des Signalements der Tiere, des Namens des Käufers sowie des Bestimmungsortes. Nach vollzogener Schlachtung muß diese Bescheinigung an die Ausstellungsbehörde zurückgeleitet werden.

Bestehen hinsichtlich des Gesundheitszustandes des betreffenden Gehöftes irgendwelche Zweifel, so hat der Bürgermeister auf Staatskosten die Untersuchung der Tiere durch den zuständigen Staatstierarzt zu veranlassen.

Jedwede Ausfuhr von Kleinvieh aus dem Beobachtungsgebiete zu Metz- und Zuchtzwecken bleibt strengstens untersagt.

Der Verkehr mit Gespannvieh ist nur im Innern der Ortschaft und deren Gemarkung gestattet; nur ausnahmsweise kann dieser Verkehr bei dringenden wirtschaftlichen Gründen außerhalb der Gemeindefektion durch den Bürgermeister der betreffenden Gemeinde gestattet werden. Letzterer hat in diesem Falle dem Führer einen Passierschein auszustellen unter Angabe des Signalements des Gespannviehs, des Bestimmungsortes sowie des Zweckes des zu bewerkstelligenden Transportes. Die Gültigkeitsdauer dieses Scheines beträgt nur 24 Stunden. Für jeden neuen Transport ist ein besonderer Passierschein erforderlich, welcher nach erledigtem Transporte dem Bürgermeister wieder auszuhandigen ist. Auf Ersuchen der zuständigen Behörden ist dieser Schein sofort vorzuzeigen.

Ad art. 76. -- Les pâturages communs, la conduite du bétail aux abreuvoirs publics, aux fontaines communes et aux cours d'eau servant d'abreuvoirs communs sont strictement défendus.

Ad art. 77. -- Jusqu'à disposition ultérieure, toutes les foires et tous les marchés au bétail sont interdits.

Tout commerce ambulante ou autre du bétail d'élevage, de rente et de travail des espèces bovine, ovine, caprine et porcine reste interdit tant dans la zone générale d'observation que dans les zones spéciales d'interdiction.

Est seul autorisé l'achat de bétail de boucherie par les commissionnaires de l'État.

Toutes laiteries collectives, soit coopératives ou privées, et tous marchands de lait sont obligés de procéder, à leurs frais, à la désinfection complète des récipients ayant servi au transport et au transvasement du lait, avant de les retourner aux fournisseurs.

De même, est à désinfecter tout lait écrémé à retourner à son fournisseur après écrémage.

La désinfection se fera par l'échauffement aux bains-marie jusqu'à l'ébullition.

Le lait provenant d'étables ou exploitations contaminées et devant être cédé aux laiteries coopératives sera livré séparément à ces dernières, pour y être stérilisé avant l'écroumage.

Pour le surplus, le régime du lait n'est soumis à aucune autre restriction.

Art. 2. Dès l'apparition de la fièvre aphteuse dans une localité, l'exploitation contaminée devra immédiatement être mise en interdit, sous l'application des dispositions des art. 70, 71, 73 et 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913.

L'exploitation contaminée formera cependant à elle seule zone d'interdiction.

Zu Art. 76. -- Der gemeinschaftliche Weidengang sowie die gemeinschaftliche Benutzung von Tränken, Brunnen und Schwemmen bleiben für Klauenvieh strengstens verboten.

Zu Art. 77. -- Bis auf weitere Anordnung ist die Abhaltung von Viehmärkten und Vieh-ausstellungen untersagt.

Jedweder Handel mit Nutz- und Zuchtvieh der Hornvieh-, Schaf-, Ziegen- und Schweine-rassen bleibt sowohl in der allgemeinen Beob-achtungszone als in den einzelnen Sperrgebieten untersagt.

Nur der Aukauf von Schlachtvieh durch die staatlichen Kommissionare ist gestattet.

Alle Sammelmolkereien, sei es Genossenschafts- oder Privatmolkereien, sowie alle Milchhändler sind verpflichtet, die zum Transport und Umfüllen der Milch benutzten Gefäße auf eigene Kosten gründlich zu desinfizieren, bevor sie dieselben ihren Lieferanten zurücksenden. Ebenso muß die entrahmte Milch desinfiziert werden, die nach der Entrahmung an den Lieferanten zurückgeschickt werden soll.

Die Desinfektion hat zu erfolgen durch Erhitzung im heißen Wasserbade bis zum Siedepunkte.

Die aus verseuchten Ställen oder Gehöften herrührende und an die Genossenschaftsmolkereien abzutretende Milch ist gesondert an letztere zur Ablieferung zu bringen, um daselbst vor der Entrahmung sterilisiert zu werden.

Zu Übrigen unterliegt das Milchregim keiner weiteren Einschränkung.

Art. 2. Wird das Auftreten der Maul- und Klauenfeuche in einer Ortschaft festgestellt, so ist sofort die Sperre über das verseuchte Gehöft zu verhängen, unter Anwendung der Bestimmungen der Art. 70, 71, 73 und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913.

Das verseuchte Gehöft bildet jedoch nur für sich allein Sperrgebiet.

Art. 3. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 4. Le présent arrêté sera obligatoire le jour de sa publication au *Mémorial*. Il sera en outre affiché dans toutes les localités du pays.

De même, les administrations communales en devront faire la publication par voie de proclamation.

Luxembourg, le 26 novembre 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*
A. COLLART.

Arrêté du 26 novembre 1918, portant modification de l'arrêté du 30 octobre 1918, concernant la fixation de nouveaux prix maxima pour la vente de certaines espèces de cuir.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1918, concernant la fixation de nouveaux prix maxima pour la vente de certaines espèces de cuir;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

Article unique. Par dérogation à l'art. 4 de l'arrêté du 30 octobre 1918 prévu, ce même arrêté ne sortira ses effets en ce qui concerne les attributions de cuir aux communes en exécution du régime des cuirs du 6 novembre 1917, qu'à partir du 1^{er} janvier 1919.

Luxembourg, le 26 novembre 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*
A. COLLART.

Art. 3. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912, vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft. Zudem wird er in sämtlichen Ortschaften des Landes durch Aufschlag bekanntgegeben.

Desgleichen haben die Gemeindeverwaltungen für dessen Bekanntmachung durch Aushang zu sorgen.

Luxemburg, den 26. November 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.

Beschluß vom 26. November 1918, betreffend Abänderung des Beschlusses vom 30. Oktober 1918, über die Neuregelung der Höchstpreise für gewisse Lederarten.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 30. Oktober 1918, betreffend Neuregelung der Höchstpreise für gewisse Lederarten;

Nach Beratung der Regierung im Monseil;

Beschließt:

Einziges Artikel. In Abweichung von Art. 4 des vorerwähnten Beschlusses vom 30. Oktober 1918, tritt dieser Beschluß bezüglich der in Ausführung des Lederregimes vom 6. November 1917 an die Gemeindeverwaltungen stattfindenden Lederverteilungen, erst mit dem 1. Januar 1919 in Kraft.

Luxemburg, den 26. November 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.

Arrêté grand-ducal du 22 novembre 1918, pris en exécution de l'arrêté grand-ducal du 9 février 1918, concernant la fixation des superficies minima à emblaver de céréales et de légumineux.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Revu l'arrêté grand-ducal du 9 février 1918, concernant la fixation des superficies minima à emblaver de céréales et de légumineux, ainsi que l'arrêté exécutif du même jour;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Le terme extrême à prendre en considération pour les emblavages d'automne concernant l'exécution de l'arrêté grand-ducal du 9 février 1918 est fixé au 1^{er} décembre 1918.

Art. 2. Du 10 au 20 décembre 1918 inclusivement, il sera procédé à un relèvement des superficies qui étaient emblavées au printemps 1918 de froment d'été, seigle d'été, avoine, orge d'été, sarrasin, pois, fèves, féverolles, haricots, lentilles ainsi que des superficies mises en blé (froment, seigle, méteil et orge d'hiver) en automne 1918.

Art. 3. Les chefs d'exploitation sont tenus de déclarer par écrit à l'administration communale de leur résidence, jusqu'au 20 décembre 1918:

1^o la superficie totale exploitée;

Großh. Beschluß vom 22. November 1918, in Ausführung des Großh. Beschlusses vom 9. Februar 1918, betreffend die mit Körner und Hülsenfrüchten zu bebauenden Mindestflächen.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 9. Februar 1918, betreffend Festsetzung der mit Körner und Hülsenfrüchten zu bebauenden Mindestflächen, sowie des Ausführungsbeschlusses vom selben Tage;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der zu berücksichtigende äußerste Termin für die Herbstbestellung, betreffend Ausführung des Großh. Beschlusses vom 9. Februar 1918, ist auf den 1. Dezember 1918 festgesetzt.

Art. 2. Vom 10. bis 20. Dezember einschließlich, findet eine Erhebung über die Anbauflächen statt, die im Frühjahr 1918 mit Sommerweizen, Sommerroggen, Hafer, Sommergerste, Weizen, Erbsen, Bohnen, Feldbohnen, Ackerbohnen und Linzen bestellt waren, sowie der Anbauflächen, die im Herbst 1918 mit Getreide (Weizen, Roggen, Mischler und Wintergerste) bestellt wurden.

Art. 3. Die Betriebsinhaber sind verpflichtet bei der Gemeindeverwaltung ihres Wohnortes bis zum 20. Dezember 1918, schriftlich anzuzeigen:

1. die Gesamtwirtschaftsfläche;

1366

2° la même superficie après déduction des terrains incultes, des terrains boisés, des vignobles, des prairies naturelles, des haies à écorce et des jardins potagers;

3° la superficie qui était emblavée au printemps 1918 de froment d'été, seigle d'été, avoine, orge d'été, sarrasin, pois, fèves, lévelles, haricots, lentilles;

4° la superficie mise en blé (froment, seigle, méteil et orge d'hiver) en automne 1918.

L'obligation de déclaration ne s'étend pas aux exploitations agricoles dont la superficie totale exploitée ne dépasse pas 2 hectares, lesquelles ne sont pas assujetties aux prescriptions de l'arrêté grand-ducal du 9 février 1918 prévisé.

Art. 4. Le relèvement aura lieu par communes; l'exécution en appartiendra aux collèges des bourgmestre et échevins.

Les collèges des bourgmestre et échevins sont tenus de signaler sur des listes spéciales mises à leur disposition, les exploitations qui n'ont pas satisfait aux prescriptions de l'arrêté grand-ducal du 9 février prévisé.

Art. 5. Le relèvement se fera au moyen de déclarations à remplir par les exploitants (propriétaires, fermiers, régisseurs, ou leurs remplaçants).

Art. 6. Les déclarants se serviront des formulaires qui seront mis à leur disposition par l'intermédiaire de l'administration communale.

Art. 7. Les données des déclarations seront réunies par les soins des collèges des bourgmestre et échevins dans des listes de contrôle dressées par section de commune en double exemplaire. Un exemplaire de la liste de contrôle sera conservé dans la commune, l'autre

2. dieselbe Fläche, nach Abzug des Ödlandes, der Waldungen, Weinberge, natürlichen Wiesen, Lohhecken und Gemüsegärten;

3. die im Frühjahr 1918 mit Sommerweizen, Sommerroggen, Hafer, Sommergerste, Heidekorn, Erbsen, Bohnen, Feldbohnen, Stangen- und Buschbohnen oder Linsen bebaute Fläche;

4. die im Herbst 1918 mit Getreide (Weizen, Roggen, Mischler und Wintergerste) bebaute Fläche.

Der Anzeigepflicht unterliegen nicht die landwirtschaftlichen Betriebe, deren Gesamtfläche 2 Hektar nicht übersteigt. Diese sind gemäß vorbenanntem Großh. Beschluß vom 9. Februar 1918 von der Anzeigepflicht entbunden.

Art. 4. Die Erhebung erfolgt gemeindefeise; deren Durchführung liegt den Schöffenkollegien ob.

Die Schöffenkollegien sind gehalten auf den ihnen zur Verfügung gestellten diesbezüglichen Listen die landwirtschaftlichen Betriebe zur Anzeige zu bringen, die den Vorschriften des vorbenannten Großh. Beschlusses vom 9. Februar nicht genügt haben.

Art. 5. Die Erhebung erfolgt durch Anzeigen, die von den Bewirtschaftern (Eigentümer, Pächter, Verwalter oder von deren Stellvertretern) auszufertigen sind.

Art. 6. Die Anzeigepflichtigen haben sich der ihnen durch Vermittlung der Gemeindeverwaltung zur Verfügung gestellten Formulare zu bedienen.

Art. 7. Die Ausgaben der Anzeigen werden durch die Schöffenkollegien sektionsweise in doppelt anzufertigenden Kontrolllisten zusammengestellt. Ein Exemplar der Kontrollliste wird von der Gemeindeverwaltung zurückbehalten; das andere Exemplar, die unter Art. 4 bezeichneten Listen

1967

exemplaire, les listes spéciales visées sub art. 4 et les déclarations seront adressés à l'Office de statistique pour, le 28 décembre au plus tard.

Art. 8. Les personnes tenues à la déclaration qui, intentionnellement, omettront de fournir, dans le délai fixé, ou fourniront d'une manière fautive ou incomplète les indications prescrites, ou qui refuseront de signer leur déclaration, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 300 à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

Les personnes tenues à la déclaration qui, par négligence, omettront de fournir, dans le délai fixé, ou qui fourniront d'une manière inexacte ou incomplète les indications prescrites, seront punies d'une amende de 26 à 1000 fr.

Art. 9. Pour le surplus, les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 9 février 1918 sont maintenues.

Art. 10. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Château de Berg, le 22 novembre 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

A. COLLART.

Arrêté grand-ducal du 27 novembre 1918, portant modification de l'alinéa 3 de l'art. 13 de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918, concernant le commerce.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918, concernant le commerce;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

und die Anzeigen sind dem Statistischen Amt bis zum 28. Dezember spätestens zuzustellen.

Art. 8. Wer, zur Anzeige verpflichtet, es vorsätzlich unterläßt, die vorgeschriebenen Angaben in dem festgesetzten Zeitpunkt zu machen, oder dieselben unrichtig oder unvollständig macht, oder wer sich weigert, seine Anzeige zu unterschreiben, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 300 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Wer, zur Anzeige verpflichtet, fahrlässigerweise es unterläßt, die vorgeschriebenen Angaben in dem festgesetzten Zeitpunkt zu machen oder dieselben unrichtig oder unvollständig macht, wird mit Geldstrafe von 26 bis zu 1000 Fr. bestraft.

Art. 9. Im übrigen sind die Bestimmungen des Beschlusses vom 9. Februar 1918 beibehalten.

Art. 10. Gegenwärtiger Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Schloß Berg, den 22. November 1918.

Maria Adelhaid.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.

Großh. Beschluß vom 27. November 1918, betr. Abänderung des Absatzes 3 des Art. 13 des Großh. Beschlusses vom 30. August 1918, über den Handel.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 30. August 1918, über den Handel;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

1368

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'alinéa 3 de l'art. 13 de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918 de la teneur suivante: « En cas de récidive, le Gouvernement pourra ordonner la fermeture du magasin du contrevenant », est modifié comme suit: « Dans tous les cas, le Gouvernement pourra ordonner la fermeture du magasin du contrevenant ».

Art. 2. Pour le surplus, les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1918 sur le commerce sont maintenues.

Art. 3. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Château de Berg, le 27 novembre 1918.

MARIE-ADELAÏDE.

Pour le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,

Le Ministre d'Etat,

Président du Gouvernement,

E. REUTER.

Arrêté du 23 novembre 1918, portant modification au règlement du 26 avril 1913, sur la classification des instituteurs.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;

Vu les art. 30 et 106 de la loi du 10 août 1912 sur l'organisation de l'enseignement primaire;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'art. 12 du règlement du 26 avril 1913, sur la classification des instituteurs, est abrogé.

Nach Einsicht des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des Ackerbaus, der Industrie und des Handels;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der Absatz 3 des Art. 13 des Großh. Beschlusses vom 30. August 1918, über den Handel, mit folgender Fassung „Zu Wiederholungsfalle kann die Regierung die Schließung der Geschäftsräume des Übertreters verfügen“ ist wie folgt abgeändert: „Zu allen Fällen kann die Regierung die Schließung der Geschäftsräume des Übertreters verfügen.“

Art. 2. Im Übrigen bleiben die Bestimmungen des Großh. Beschlusses vom 30. August 1918, über den Handel, zu Recht bestehen.

Art. 3. Dieser Beschluß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Schloß Berg, den 27. November 1918.

Maria Adelheid.

Für den General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,

Der Staatsminister,

Präsident der Regierung,

E. Reuter.

Beschluß vom 23. November 1918, wodurch das Reglement vom 26. April 1913, über die Klassifizierung der Lehrer, abgeändert wird.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts;

Nach Einsicht der Art. 30 und 106 des Gesetzes vom 10. August 1912, über die Organisation des Primärunterrichts;

Beschließt:

Art. 1. Art. 12 des Reglements vom 26. April 1913, über die Klassifizierung der Lehrer, ist abgeschafft.

Art. 2. Par dérogation à l'art. 29 du même règlement, le taux de rémunération des membres du jury d'examen est porté de 100 à 150 fr., à partir du 1^{er} août 1918.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mé-morial*.

Luxembourg, le 23 novembre 1918.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

Art. 2. In Abweichung des Art. 29 deselben Reglements wird die Entschädigungsnorm der Mitglieder der Prüfungskommission, vom 1. August 1918 ab, von 100 auf 150 Fr. erhöht.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Me-morial“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 23. November 1918.

*Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. Welter.*

Circulaire du 27 novembre 1918, concernant le nettoyage des bâtiments scolaires ayant servi au logement des troupes.

Les administrations communales, dont les bâtiments scolaires avaient été occupés par les troupes, sont invitées à prendre les mesures nécessaires pour que la rentrée des classes ait lieu aussitôt que possible. Elles voudront procéder au nettoyage des bâtiments scolaires et dépendances, en observant à ces fins les instructions qui ont été données par la voie des journaux et dont voici la teneur:

„Bei der Regierung und bei der Desinfektionszentrale am bakteriologischen Laboratorium laufen fortwährend Anträge ein, auf Desinfektion der von den durchmarschierenden Truppen oder Kriegs-„gefangenen belegten Quartiere. Diesen Anträgen kann keine Folge gegeben werden, weil keine „ansteckende Krankheit vorliegt und für eine so gewaltige Desinfektion die verfügbaren Mittel nicht „ausreichen; diese müssen für die wirklich notwendigen Fälle aufgespart werden. Es genügt „vollständig, die belegten Räume mit heißer Seifenlösung tüchtig „zu waschen und aufzuheizen, und darauf einen oder zwei Tage gründ- „lich zu durchlüften. Diese Maßnahmen können und müssen mit den an Ort und Stelle „vorhandenen Hilfskräften durchgeführt werden, ohne Beihilfe des staatlichen Desinfektionsdienstes. „Dieser springt nur ein bei Feststellung einer desinfektionspflichtigen übertragbaren Krankheit. Jedem „derartigen Antrag ist eine ärztliche Bescheinigung mit genauer Angabe der Zahl und Größe der zu „desinfizierenden Räume beizufügen.

„Die zur Reinigung benötigte Seife wird den Gemeindeverwaltungen durch die Staatliche Seifen-„zentrale zugeteilt.

Luxembourg, le 27 novembre 1918.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

Kundschreiben vom 27. November 1918, betreffend das Reinigen der zeitweilig von Truppen besetzten Schulgebäude.

Die Gemeindeverwaltungen, in deren Schulgebäuden Truppen untergebracht waren, werden ersucht, die nötigen Maßnahmen zu treffen, damit die Schulen möglichst bald wieder beginnen. Sie mögen die Reinigung der Schulgebäude und Dependenzien, unter Beobachtung nachstehender, durch die Presse bekanntgegebener Anweisungen, vornehmen lassen:

Luxemburg, den 27. November 1918.

*Der General-Direktor,
des öffentlichen Unterrichts,
N. Welter.*

1370

Avis.

Par arrêté ministériel il a été institué une commission spéciale chargée d'étudier les voies et moyens propres à résoudre les multiples problèmes d'ordre financier soulevés par la guerre.

Cette commission est composée comme suit:

M. Joseph *Steichen*, conseiller d'État, commissaire du Gouvernement près la Banque Internationale à Luxembourg, président;

M. François *Altweis*, notaire à Junglinster, président de la Chambre des députés;

M. Ernest *Haménius*, conseiller d'État, directeur du Crédit foncier et de la Caisse d'épargne, préposé à la Recette générale;

M. Léon *Kauffman*, Ministre d'État, honoraire, conseiller d'État, président des comités-directeurs de l'association d'assurance contre les accidents et de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité;

M. Émile *Mayrisch*, directeur général de la société *Arbed* à Dudelange;

M. Lucien *Salentiny*, notaire à Ettelbruck;

M. Adolphe *Türk*, directeur de la Banque Internationale à Luxembourg, membres.

M. Nicolas *Hohengarten*, chef de bureau au département des finances, remplira les fonctions de secrétaire.

Luxembourg, le 26 novembre 1918.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Avis. — Jury d'examen.

Par dérogation aux avis publiés aux Nos 68, 70 et 73 du *Mémorial* de l'année courante, le jury d'examen pour le second doctorat en droit, composé de MM. Mathias *Glaesener*, procureur général d'État à Luxembourg, président; Paul *Uweling*, vice-président de la Cour supérieure de justice, Charles *Larue*, conseiller à la Cour

Bekanntmachung.

Durch Ministerialbeschluss ist eine Spezialkommission eingesetzt worden zum Studium der geeigneten Wege und Mittel behufs Lösung der zahlreichen infolge des Krieges sich einstellenden Finanzfragen.

Die Kommission ist zusammengesetzt wie folgt:

Hr. Josef *Steichen*, Staatsrat, Regierungskommissar bei der Internationalen Bank zu Luxemburg, Präsident;

Hr. Franz *Altweis*, Notar zu Junglinster, Präsident der Abgeordnetenkammer;

Hr. Ernest *Haménius*, Staatsrat, Direktor der Sparkasse und Grundkreditanstalt, Vorsteher der Generalsstaatskasse;

Hr. Leo *Kauffman*, Ehrenstaatsminister, Staatsrat, Präsident der Vorstände der Unfallversicherungsgenossenschaft und der Alters und Invalidenversicherungsanstalt;

Hr. Emil *Mayrisch*, Generaldirektor der Gesellschaft „*Arbed*“ zu Düdelingen;

Hr. Lucien *Salentiny*, Notar zu Ettelbrück;

Hr. Adolf *Türk*, Direktor der Internationalen Bank zu Luxemburg, Mitglieder;

Hr. Nikolaus *Hohengarten*, Bureauvorsteher des Finanzdepartements, Sekretär.

Luxembourg, den 26. November 1918.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. NEYENS.

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Zu Abweichung der Bekanntmachungen in Nr. 68, 70 und 73 des „*Mémorial*“ vom laufenden Jahre, wird die Prüfungsjury für das zweite Doktorat der Rechte, bestehend aus den H. Mathias *Glaesener*, Oberstaatsanwalt zu Luxemburg, Präsident; Paul *Uweling*, Vizepräsident des Obergerichtshofes,

supérieure de justice, Guillaume Leidenbach, président du tribunal d'arrondissement à Luxembourg, conseiller honoraire à la Cour supérieure de justice, membres, et Adam Lœsch, avocat-avoué à Luxembourg, membre-secrétaire, se réunira en session ordinaire, du 7 au 24 décembre prochain, dans une des salles du palais de justice à Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de MM. Jean Grechen, Jules Salentiny, Jean-Paul Dieudonné, Ernest Goergen, et Joseph Herzig, de Luxembourg, Nicolas Hoss de Neudorf, Constant de Muysen, de Wiltz, Paul Gœtzinger de Sandweiler, Nicolas Ourth de Grevenmacher et Paul Besch de Luxembourg, récipiendaires pour le second doctorat en droit.

L'examen écrit aura lieu pour tous les récipiendaires le samedi, 7 décembre, de 9 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures de relevée.

Les épreuves orales sont fixées comme suit: pour M. Grechen, au lundi, 9 décembre, pour M. Salentiny, au mardi, 10 décembre, pour M. Dieudonné, au jeudi, 12 décembre, pour M. Goergen, au samedi, 14 décembre, pour M. Herzig, au lundi, 16 décembre, pour M. Hoss, au mardi, 17 décembre, pour M. de Muysen, au jeudi, 19 décembre, pour M. Gœtzinger, au samedi, 21 décembre, pour M. Ourth, au lundi, 23 décembre, et pour M. Besch, au mardi, 24 décembre, chaque fois à 3 heures de relevée.

Luxembourg, le 27 novembre 1918.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER*

Karl Barue, Obergerichtsrat, Wilhelm Leidenbach, Präsident des Bezirksgerichts zu Luxemburg, Ehrenobergerichtsrat, Mitglieder, und Adam Lœsch, Advokat-Anwalt zu Luxemburg, Mitglied-Sekretär, in ordentlicher Sitzung vom 7. auf den 24. Dezember k., in einem der Säle des Justizpalastes zu Luxemburg, zusammentreten, behufs Prüfung der H. H. Johann Grechen, Julius Salentiny, Johann Paul Dieudonné, Ernst Goergen und Josef Herzig, aus Luxemburg, Nikolaus Hoss aus Neudorf, Constant de Muysen aus Wiltz, Paul Gœtzinger, aus Sandweiler, Nikolaus Ourth aus Grevenmacher, und Paul Besch aus Luxemburg, Rezipienden für das zweite Doctorat der Rechte.

Die schriftliche Prüfung findet für alle Rezipienden am Samstag, den 7. Dezember, von 9 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags statt.

Die mündlichen Prüfungen sind festgesetzt wie folgt: für Hrn. Grechen, auf Montag, den 9. Dezember, für Hrn. Salentiny, auf Dienstag, den 10. Dezember, für Hrn. Dieudonné, auf Donnerstag, den 12. Dezember, für Hrn. Goergen, auf Samstag, den 14. Dezember, für Hrn. Herzig, auf Montag, den 16. Dezember, für Hrn. Hoss, auf Dienstag, den 17. Dezember, für Hrn. de Muysen, auf Donnerstag, den 19. Dezember, für Hrn. Gœtzinger, auf Samstag, den 21. Dezember, für Hrn. Ourth, auf Montag, den 23. Dezember, und für Hrn. Besch, auf Dienstag, den 24. Dezember, jedesmal um 3 Uhr nachmittags.

Luxembourg, den 27. November 1918.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. Welter.

1372

AVIS. — Service sanitaire.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 26 octobre au 9 novembre 1918.

Verzeichnis der in den verschiedenen Kantonen vom 26. Oktober bis 9. November 1918 festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N ^o d'ordre.	Cantons.	Localités.	Fièvre typhoïde.	Diphthérie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Affections puerpérales.	Dysenterie.
1	Clervaux.	Troisvierges	»	1	»	»	»	»
2	Echternach.	Echternach	»	1	»	»	»	»
		Total..	»	2	»	»	»	»

Caisse d'épargne. — Par décision en date du 9 novembre 1918, le livret n^o 235703 a été annulé et remplacé par un nouveau.

Luxembourg, le 23 novembre 1918.

